

Extrait du Règlement de recours aux heures supplémentaires Comité Technique du 17 juin 2021
Délibération CM du 30 juin 2021

Les heures supplémentaires sont effectuées à la demande du chef de service pour garantir l'exécution des missions de service public, dans la limite d'un contingent de 25 heures mensuelles par agent. Ce contingent comprend l'ensemble des heures supplémentaires, y compris celles effectuées la nuit, le dimanche et les jours fériés.

Les heures supplémentaires correspondent aux heures effectuées au-delà de l'obligation hebdomadaire fixée par l'organe délibérant.

La compensation des heures supplémentaires s'effectue en priorité sous la forme d'une récupération du temps effectivement réalisé. Seuls les agents de catégorie B et C peuvent prétendre au paiement des heures supplémentaires

Garanties minimales temps de travail

L'accomplissement d'heures supplémentaires ne doit pas conduire l'agent à dépasser les durées de travail effectif suivantes :

- 48 heures au cours d'une même semaine
- 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives.

La durée quotidienne de travail ne doit pas dépasser 10 heures. L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à 12 heures. L'agent doit bénéficier d'une pause d'au moins 20 minutes toutes les 6 heures.

L'agent qui accomplit des heures supplémentaires doit bénéficier, comme tout agent d'un repos quotidien de 11 heures minimum. Il doit également bénéficier d'un repos hebdomadaire d'au moins 35 heures consécutives et comprenant en principe le dimanche.

Lorsque les circonstances le justifient et pour une période limitée, la délibération n°12 du 7 juillet 2016 (annexe 1), liste les missions et directions pouvant exceptionnellement déroger à ce cadre dans le respect des garanties minimales réglementaires, et notamment dans la limite de 48 heures au cours d'une même semaine ou en moyenne 44 heures sur une période consécutive de 12 semaines.

Indemnisation / Règles de non cumul

Les heures effectuées à la demande de l'Administration lors d'une période d'astreinte ne sont pas indemnisées en heures supplémentaires mais en heures d'intervention.

Les heures supplémentaires ne peuvent être versées pendant les périodes ouvrant droit au remboursement des frais de déplacement. L'indemnisation interviendra une fois les heures supplémentaires effectuées, l'état à payer devra être transmis au service paie au plus tard le 5 du mois. A défaut un report systématique d'indemnisation sera effectué sur la paie du mois suivant.